

La néofascisation du Québec comme un mycélium sans sporophore La contrer par un front basé sur une vision du monde du soin et lien

Trump et la nébuleuse MAGA du parti Républicain sont une cible politique évidente pour combattre le néofascisme étatsunien. En France ce serait le Rassemblement national et Reconquête, en Angleterre le Reform Party, en Allemagne l'Alternative pour l'Allemagne (AfD). Même au Canada, la droite du parti Conservateur, traditionnaliste et libertarienne, pourrait l'être ou tout au moins son antichambre. Mais comment s'incarne la néofascisation du Québec ? Spontanément, on jongle avec le parti Conservateur sans députation à une transfuge près. À voir. Il y a bien se cachant dans les hautes herbes et sous les arbres un faune et flore fascisantes mais n'est-ce que ça ? Puis il y a cette désagréable odeur imprégnante qui parfois et sans persister devient nauséabonde. Vient-elle du très préoccupant voisinage méridional ou peut-être occidental ?

Le PCQ de la « liberté » avançant masqué et dont les groupuscules labourent le terrain

Avare de programme mais [fort en « valeurs »](#), le parti Conservateur du Québec (PCQ) se proclame pour la liberté contre l'État au point de percevoir un relent libertarien sans toutefois renier l'héritage de la « révolution tranquille » d'où est issu l'État providence québécois :

Nous défendons les droits et libertés fondamentaux contre les empiétements du pouvoir de l'État. [...] L'État n'a pas comme rôle de se substituer à l'entreprise privée [...mais] La mission principale de l'État est de protéger les droits et libertés individuels, administrer la justice civile, criminelle et pénale, investir dans les infrastructures publiques, intervenir en cas de catastrophe naturelle et créer les conditions propices à l'épanouissement des citoyens. L'État et la charité privée viennent en aide aux citoyens les plus démunis qui sont incapables de subvenir à leurs besoins. [...] Pour remplir sa mission essentielle, l'État doit être adéquatement financé par des taxes et impôts qui ne découragent pas l'investissement et le travail.

Quant à la question nationale, pour ratisser large le PCQ s'est d'abord campé dans une position autonomiste à relent fédéraliste : « *Le Québec fait partie du Canada et il doit, pour s'y développer, avoir le plein exercice de ses droits et libertés constitutionnels. Les Québécois doivent contribuer à un Canada au sein duquel ils peuvent affirmer leur identité.* » Toutefois, la question nationale étant éloignée du fondement « liberté » du parti ce qui le fait opter sans hésitation pour l'exploitation du gaz de schiste tout comme pour l'ouverture au privé [en santé](#) — « *“C'est le monopole public lui-même qui est le problème. Ce monopole-là, il est carrément malade”* », a déclaré Duhaime dans son discours —, la question nationale, quant à elle, peut évoluer au gré de l'opinion publique et même de la conjoncture du moment propice aux ralliement des identitaires caquistes et péquistes. Opposé à la clause dérogatoire lors de l'élection de 2022, [le PCQ s'y rallie](#) en ce qui a trait à « *la loi 96, qui réforme la loi 101* » mais quand même « *promet [d'en] retirer*

certains "irritants" ». Cerise sur le gâteau, il appuie le projet de constitution de la CAQ. De dire son chef, « "Ceux qui me connaissent savent que je suis un vrai bleu." »

Comme le PCC, le PCQ patine en ce qui a trait [aux valeurs traditionnelles](#). « "J'ai été élu à la direction du PCQ il y a près de cinq ans dans une course à la direction où j'ai dit que j'étais quelqu'un qui était pro-choix et que ça allait être ça sous mon leadership. [...] Je n'ai pas changé d'avis" » [D'autre part](#),

Les conservateurs ont aussi réitéré leur attachement aux valeurs familiales au cours de la fin de semaine. « Il faut développer une culture pro-famille », a lancé M. Duhaime tout en restant vague sur ce en quoi cela allait consister. [...] « Selon l'Institut de la statistique, le Québec enregistrait l'an dernier le taux de natalité le plus bas de son histoire, à 1,33 enfant par femme. Notre survie et notre épanouissement comme peuple passent notamment par un retour aux familles traditionnelles et nombreuses », avait-il écrit...

N'empêche, « *les membres se sont montrés particulièrement divisés sur une proposition visant à revoir le programme d'éducation à la sexualité et donner plus de prise aux parents sur leur contenu. Le vote s'est soldé par 64 appuis et 64 votes "contre".* » Quant à l'immigration, astucieusement le parti s'en remet à la [sagesse des régions](#) : « *Le projet de loi, qui sera déposé dans les prochaines semaines, donnerait aux régions des pouvoirs accrus en matière de planification de l'immigration et aussi en francisation. Il tiendrait davantage compte des besoins locaux des PME au chapitre de la main-d'œuvre.* »

Le PCQ s'avère pour le moins un parti à droite toute. Quand on réalise [son flirt avec les complotistes](#) de la pandémie et son négationnisme vis-à-vis la crise climatique lors de l'élection de 2022, on doit toutefois conclure que le qualificatif extrême-droite lui convient tout à fait malgré, contrairement au PCC, sa tentative de camouflage vis-à-vis [le convoi de la liberté](#) de 2021. « *Avancer masquée* », selon [un dossier de Pivot](#), serait une caractéristique majeure de l'extrême-droite du Québec. Même [La Meute](#), dont l'heure de gloire se situe avant la pandémie, mais elle n'était pas le seul groupe [surtout à Québec](#), refusait ce qualificatif et les experts hésitaient à l'en affubler bien qu'elle en ait eu maintes caractéristiques. Cette nébuleuse de petits groupes et de dizaines d'influenceurs essaime sur les réseaux sociaux et influent sur la jeune génération particulièrement masculine.

Si l'islamophobie était en pointe il y a quelques années, c'est maintenant l'identitaire ultra-nationalisme indépendantiste et le masculinisme qui ont pris le relais. La trame constante en est le rejet de l'immigration racisée et le culte de la femme traditionnelle à protéger. [De dire la FTQ](#), « *[p]our polariser les débats, les nouvelles droites vont également se présenter comme les gardiennes des valeurs traditionnelles défendant la civilisation occidentale face aux wokes qui sont dépeints comme des militants extrémistes qui chercheraient à détruire les traditions* ». Les groupes les plus en vue du moment paraissent être les indépendantistes Atalante et Nouvelle Alliance et le masculiniste [Frontenac Active Club](#) à tendance néo-nazie, et liée au Parti nationaliste chrétien, qui pour tromper la galerie se masque en groupe d'entraînement physique mais n'en est pas moins promoteur de la violence.

Heureusement, les rendent visibles des groupes comme le Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation (CEFIR), [Montréal-Antifasciste \(MAF\)](#) et [Québec antifasciste](#) qui les recensent et les analysent. Et surtout on leur résiste avec succès comme en témoigne ce [rassemblement citoyen au Parc Lafontaine](#) lors de la Fête des patriotes de 2025. Plus tard dans la journée, la [Nouvelle Alliance](#) a été réduite au silence par les participant-e-s au défilé [organisé par la Société St-Jean-Baptiste](#) à qui s'étaient adressés tant le ministre identitaire Roberge que la porte-parole de Québec solidaire. Notons en passant l'ancien Parti communiste du Québec pro-indépendance, devenu [l'Action socialiste de libération nationale en 2024](#), qui pactise avec la Nouvelle-Alliance. Le Québec a donc dorénavant un groupuscule rouge-brun hérité de la tradition stalinienne. Entretemps, son [ancien chef](#) l'avait quitté pour passer au Bloc québécois. Les [experts bienpensants](#) estiment qu'au Québec, tirant le bilan des partis en présence tant à Québec qu'à Ottawa, sauf pour peut-être pour la formation de Maxime Bernier, et tenant compte de la marginalité des groupes radicaux de droite il n'y a pas lieu de se faire du souci. Mais il y a quand même ces liens tenus du Bloc québécois avec la Nouvelle Alliance.

Une vision du monde substituant l'Autre immigré, racisé, juif au capitalisme hypocritement critiqué

Ce jovialisme n'est heureusement pas partagé par la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ). En mai 2024, la plus importante centrale syndicale du Québec organisait « *une journée de réflexion sur les nouvelles droites* » dont le document de travail diagnostiquait qu'« *[h]eureusement, ces nouvelles droites ne sont pas aussi bien implantées au Québec qu'ailleurs dans le monde. Cependant, leur influence va en grandissant et les syndicats ont la responsabilité de leur faire barrage.* » [La caractérisation d'extrême-droite](#) ne faisant pas consensus au sein de la FTQ, il y a eu accord pour affirmer que

...l'extrême droite ou les extrêmes droites présentent des caractéristiques communes qui forment un tout assez cohérent qu'on pourrait considérer comme une [vision du monde](#). On glorifie une identité collective (ex.: la race blanche ou la nation), laquelle serait menacée de toute part et même assiégée. L'idée selon laquelle la société ou la nation entrerait dans une phase de décadence totale est omniprésente. L'autre (ex. : les immigrants ou les juifs) est perçu comme une menace ou un traître qu'il faut absolument combattre, ce qui revient souvent à déshumaniser certaines personnes qui ne sont pas reconnues comme des semblables ou des égaux.

« *Avec de telles caractéristiques, il est donc compréhensible que les revendications et les boucs émissaires changent d'une époque à l'autre* » et même d'une conjoncture à l'autre.

« *[S]oulignons que plusieurs partis politiques ont rejeté l'étiquette d'extrême droite et entrepris une stratégie de normalisation pour légitimer leur présence dans l'espace public.* » Ces

déguisements peuvent aller jusqu'à se donner une allure de gauche comme

« *l'homonationalisme, l'écofascisme, le national-féminisme ou encore les convergences entre les libertariens et l'extrême droite.* » Il en résulte une « *multiplicité des idées qui circulent, lesquelles*

peuvent être parfois en contradiction les unes avec les autres. [...] Et chaque pays dispose d'une histoire et d'un contexte qui fait en sorte que les droites ne se manifestent pas de la même manière. » Cette flexibilité tactique permet aux extrêmes-droites de se doter d'atomes crochus avec la droite proprement dite :

Prenons le cas du Parti conservateur du Canada (PCC). On peut raisonnablement affirmer qu'il a opéré un virage très à droite depuis quelques années, mais qu'il ne s'agit pas formellement d'une formation d'extrême droite comparativement à ce qu'on peut observer en Europe. Pourtant, il s'y passe des choses profondément perturbantes. Il y a environ un an, [des députés et des députées du PCC](#) ont rencontré une députée d'extrême droite de l'AfD (Allemagne). Une députée du PCC, Leslyn Lewis, a parrainé une [pétition demandant au Canada de quitter l'ONU](#), ce qui impliquerait aussi de se retirer de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Récemment, [Pierre Poilievre](#) a rencontré des groupes d'extrême droite dans les Maritimes et a évité de dénoncer les [suprémacistes blancs](#). Le complotiste d'extrême droite, [Alex Jones](#), a également affirmé que le chef du PCC était « solide » et que le Canada et le reste du monde avaient besoin de leaders comme lui.

La mascarade opère un tournant à 180 degrés extrêmement trompeur quand « les partis d'extrême droite ou de droite radicale se positionnent souvent en porte-voix des oubliés. [Le conflit de classe traditionnel se transforme](#) en lutte entre les « vrais » citoyens et citoyennes et les personnes immigrantes. Ces dernières sont ciblées comme responsables des problèmes économiques (chômage, crise du logement) et culturels (déclin de la langue nationale) :

Plusieurs adhérents à ces nouvelles droites [ont critiqué le système capitaliste](#) dans sa forme actuelle uniquement sur des points très précis sans trop s'éloigner de son orthodoxie, en particulier concernant les droits de propriété et le contrôle de l'économie.[...] « Ensemble, nous allons poursuivre le combat pour défendre nos usines, nos emplois et lutter contre la désindustrialisation de notre pays. » Cette phrase aurait pu être rédigée par un syndicat, mais elle est en fait issue du Rassemblement national. Ce à quoi ils s'opposent avant tout, c'est à une élite locale ou étrangère qui, disent-ils, se superpose aux volontés nationales. Mais pour les perdants du capitalisme, ces attaques peuvent représenter une vision antisystème qui offre une réponse à la misère vécue. Plus inquiétant, c'est l'idée qu'une plus grande égalité sociale pour les personnes immigrantes et les groupes marginalisés soit la cause de la détérioration des conditions matérielles des citoyens et citoyennes d'une nation. » [...] Les nouvelles droites vont également désigner les autres pays, notamment la Chine et l'Inde, comme des compétiteurs déloyaux qui mettent en péril les emplois d'ici. Il faut reconnaître que de tels discours sont attrayants pour les travailleurs et les travailleuses, surtout ceux et celles dont l'emploi est menacé par une forte concurrence internationale.

...la montée des droites s'est beaucoup nourrie des échecs du néolibéralisme, des crises économiques et du sentiment d'abandon des « classes populaires » par la gauche. Pablo Stefanoni observe que ce contexte a fait surgir une sorte de renversement des rôles pour le moins surprenant : la rébellion a progressivement été récupérée par les droites, qui s'approprient maintenant le discours révolutionnaire contre les dysfonctionnements du système. Les nouvelles droites défient ainsi la gauche sur son propre terrain, celui de l'indignation et de la révolte, en se présentant comme une forme de révolution idéologique inédite.

La théorie centrale du « grand remplacement » bien présente mais moins chez les francophones

Au Québec, [l'idée choc du « grand remplacement »](#), qui peut-être définit la substantifique moelle de l'extrême-droite, ne cesse de pénétrer l'opinion publique d'autant plus que le terrain social lui est favorable :

Au Québec, même si aucun parti politique n'endosse officiellement la théorie du grand remplacement, n'empêche qu'elle circule largement dans l'espace public depuis le milieu des années 2010. Selon un [rapport de 2022 de la Chaire UNESCO](#) en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, environ 15% des Québécois et Québécoises adhèrent à cette idée. Cette diffusion trouve un écho particulier au Québec où il existe une vulnérabilité liée à la peur d'un changement démographique qui pourrait mener à une disparition de l'identité culturelle et linguistique. Par exemple, un [sondage](#) révélait en 2016 que les Québécois et Québécoises surestiment grandement la proportion de musulmans dans la province, signe d'une anxiété face à un monde en transformation rapide.

L'étude de l'UNESCO [renouvelée en 2025](#) montre que « [l]e taux d'adhérents convaincus des conspirations a augmenté de manière significative depuis 2021. » Pour l'ensemble du Canada, l'adhésion forte ou modérée à la théorie du remplacement a crû de 21% à 26%. Notons cependant que tant l'étude de 2021 que celle de 2025 montrent que l'adhésion au conspirationnisme en général est significativement moindre chez les francophones, très significativement en 2025 : « Si les francophones sont les moins enclins à adhérer à ces théories (8,8 %), le taux grimpe chez les anglophones (21,1 %) et les allophones (25,6 %). » Selon l'étude de 2025, « [l]es jeunes hommes sont les plus conspirationnistes ». Les gens qui adhèrent aux théories conspirationnistes s'informent davantage sur les réseaux sociaux et ont peu confiance aux institutions sauf aux scientifiques bien qu'aussi cette confiance soit en baisse. On décèle les mêmes tendances à propos de [la vaccination](#). « Un Canadien sur quatre a refusé la vaccination » mais « 35 % des répondants de cette province [Alberta] ont affirmé avoir refusé un vaccin. Les Québécois étaient les moins susceptibles de refuser un vaccin recommandé, avec 19 %. » N'oublions pas que cette expression peut aussi signifier le grand remplacement de la famille traditionnelle par n'importe quelle autre type de famille.

L'ADQ, ancêtre de la CAQ, a ouvert grande la porte et son ex-chef plaide une fusion avec le PCQ

Si le vent néofasciste s'est levé sur le monde au fur et à mesure de la démission de la gauche face à la croissance des inégalités, de la misère, de la pluricrise économique, démocratique, géopolitique et idéologique dont celle écologique est l'épine dorsale, comment a-t-il pu s'introduire dans la maison québécoise ? Les confidences de [la plus jeune députée caquiste](#) en brosse un tableau général :

Le 22 janvier dernier, la plus jeune députée du caucus caquiste, Kariane Bourassa, a mis de l'avant son penchant plus conservateur lorsqu'elle a affiché son soutien à Bernard Drainville dans la course à la chefferie. « Peu de gens le savent, mais ce sont d'abord les idées de l'ADQ qui m'ont séduite lorsque j'ai commencé à m'intéresser à la politique », a-t-elle écrit sur les réseaux sociaux en se réclamant d'une droite « aux valeurs claires ». « Une droite qui parle de liberté économique et d'efficacité de l'État. Mais aussi de transparence syndicale, de laïcité et d'intégrité. »

Le document de la FTQ en souligne quand ce vent nauséabond a ouvert la porte de la maison :

La journaliste Francine Pelletier observe qu'au cours des dernières années, notamment depuis la « crise des accommodements raisonnables » qui a marqué un tournant sociopolitique au Québec, on assiste à un virage dans le discours et les propositions politiques, vers une résurgence du conservatisme. Ce mouvement est caractérisé par un nationalisme identitaire plus affirmé et assumé. Il faut souligner que la question de l'immigration résonne de manière singulière au Québec, souvent articulée autour de la préservation de l'identité québécoise et de la protection de la langue française. Il y a 35 ans, le [documentaire Disparaître](#) co-écrit par Lise Payette, mettait déjà en garde contre une immigration massive de cultures jugées trop différentes, craignant une dilution de l'identité francophone. Cette sensibilité profonde trouve ses racines dans l'histoire même du Québec où la défense de la langue française a été une constante face à des influences anglaises dominantes.

Au gré de la conjoncture habilement exploitée par la « nouvelle droite » après le débat sur les accommodements raisonnables et les compromis de la Commission Bouchard-Taylor ont suivi le débat à propos de la Charte des valeurs du PQ puis celui sur le racisme systémique jamais reconnu par le gouvernement québécois. Ces démissions ont débouché sur l'islamophobe tuerie de masse de la mosquée de Québec et sur le meurtre de [Joyce Echaquan](#). « Depuis que les discussions autour de la COVID-19 et de la vaccination n'occupent plus le devant de la scène, les nouvelles droites se sont rabattues sur d'autres sujets de prédilection [...tels] les questions d'identité de genre, notamment concernant les personnes transgenres » sur fond persistant de nationalisme identitaire gardé bien vivant par le retour de l'indépendantisme dû à la montée du PQ dans les sondages. La normalisation des thématiques conspirationnistes dans l'opinion publique donne lieu non seulement au PCQ mais aussi chez les deux partis autonomiste et indépendantiste à un net tournant à droite. « [La Commission de la relève du parti](#) [CAQ], qui représente les jeunes militants, pousse le parti vers la droite depuis des années. C'est elle qui, en 2024, avait proposé le vouvoiement à l'école et, l'an dernier, des restrictions sur l'utilisation des cotisations syndicales et étudiantes. [...] certaines des positions du parti [PQ] vont en ce sens, comme sa volonté de réduire la taille de la fonction publique et sa position affirmée en faveur de la loi et l'ordre. De compléter la FTQ en ce qui concerne la politique identitaire,

Lors du récent passage du premier ministre français Gabriel Attal au Québec, lequel s'est exprimé sur la question de la laïcité, François Legault rappelait également qu'il veut [gouverner pour que «le Québec reste le Québec»](#). Cette formule, écho lointain de théories provenant de l'extrême droite française, inspirées du « grand remplacement [...] Sans parler ouvertement d'un grand remplacement, Paul St-Pierre Plamondon associait récemment les cibles d'immigration établies par le gouvernement fédéral à [une «charge offensive»](#) contre le Québec. En février 2023, il

affirmait également que l'[arrivée des demandeurs d'asile](#) par le chemin Roxham alimentait la montée des extrêmes politiques, incluant le racisme et la xénophobie. On se souvient aussi de la campagne électorale de 2022 durant laquelle François Legault annonçait fièrement qu'« au Québec, c'est comme ça qu'on vit! ».

Le PLQ n'a pas les mains propres pour autant. En octobre 2017, le gouvernement PLQ de Philippe Couillard avait annulé son projet de commission sur le racisme systémique. Maintenant, l'ancien chef de l'ADQ responsable de l'introduction des thématiques extrémistes au Québec voit plus loin à propos du [réaménagement du champ politique](#) :

L'ancien chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont (que bien des élus de la CAQ rêvaient de voir succéder à François Legault), a d'ailleurs lancé un tel appel récemment. « Si le prochain chef de la CAQ veut unifier le mouvement, bien sûr il faudra éviter de nouvelles démissions, mais il faudra aussi tendre la main aux conservateurs... et à Éric Duhaime », écrivait-il dans le Journal de Montréal le 16 janvier dernier. « Séparés, la CAQ et le PCQ se battront pour aller chercher quelques sièges. Dans une droite unifiée, ils pourraient être au pouvoir. [...] La situation rappelle à certains égards ce qui s'est déroulé sur la scène fédérale entre l'ancien Parti progressiste-conservateur du Canada et l'Alliance canadienne (ex-Reform Party). Pour parvenir à prendre le pouvoir, avec Stephen Harper à sa tête, la droite avait dû se résoudre à une alliance inconfortable au début des années 2000.

Le tardant combat syndicaliste doit débiter à l'interne et s'associer aux groupes antifascistes

De conclure la FTQ qu'il est « compréhensible, et nécessaire, que des efforts soutenus soient déployés pour protéger et défendre la vitalité de la langue française et de la culture québécoise. Toutefois, le nationalisme québécois, de manière générale, a pris un virage identitaire qui a fait naître des glissements inquiétants dans le discours de certains chroniqueurs et chroniqueuses. » Cependant,

Force est de constater que le mouvement syndical a du retard à rattraper face aux nouvelles droites qui ont repris l'offensive sur le mode de la révolte ou de la rébellion. Pour les combattre, la FTQ doit gagner la bataille des idées. [...] Nous n'avons rien à gagner à emprunter les thèmes des nouvelles droites ou à tenter de les accommoder. Au contraire, il apparaît nécessaire de soutenir et défendre des mesures progressistes et inclusives qui combattent les inégalités et la précarité. [...] Par exemple, l'universalité est un principe plus capital que jamais qui peut renverser les injustices grandissantes et l'insécurité économique, tout comme l'importance d'assurer à chaque personne un emploi décent. [...] Il faut être particulièrement actif en période électorale pour influencer l'opinion publique en plaçant les thèmes syndicaux et nos solutions aux problèmes économiques au cœur des débats.

Ce combat contre les « nouvelles droites » doit débiter à l'interne :

Tout en parlant de phénomènes marginaux, ponctuels, on note de plus en plus de commentaires d'intolérance ou de « blagues » sur des thèmes comme l'identité de genre, la religion, la nationalité et les travailleuses et les travailleurs étrangers temporaires. Une stratégie en deux

volets peut constituer un bon point de départ. D'abord, il faut écouter, dialoguer, mais sans moraliser. Ensuite, il peut être nécessaire de mettre des limites si certains propos ou gestes risquent de briser la solidarité. [...Pour ce faire, il faut contrer] une absence de présence quotidienne de ses représentants et représentantes dans les milieux de travail, une déconnexion avec la base, des relations sous-développées, et une trop grande proximité avec l'employeur. Autrement dit, le bon vieux syndicalisme de terrain s'impose plus que jamais. [...]

L'éducation syndicale est évidemment incontournable pour combattre les nouvelles droites. Elle fournit un lieu pour écouter les membres, dialoguer et partager des idées. La création d'espaces de discussion animés par les pairs, principale approche pédagogique du service de l'éducation de la FTQ, est à privilégier selon plusieurs. [...] Dans la lutte contre les nouvelles droites, il faut aussi penser au soutien à apporter aux personnes déléguées, conseillères ou élues. Il faut les outiller par la formation, mais aussi les accompagner dans leur rôle de paratonnerre et de gardiens et gardiennes des valeurs syndicales.

Qu'en est-il du dialogue, de la concertation, de la résistance ?

Mais une faible minorité d'entre eux [personnes syndiquées] soutient ces groupes par idéologie et par conviction profonde. Engager un dialogue apparaît alors non seulement impossible, mais contre-productif.[...] Après tout, comme le mentionne la CFDT, « On ne débat pas avec l'extrême droite : on la combat! » [...] Cependant, avec la normalisation des idées de droite radicale et d'extrême droite, le cordon sanitaire s'est fragilisé dans plusieurs pays. [...] Et même lorsque les valeurs de certaines formations politiques étaient éloignées de celles de la FTQ, la centrale a toujours maintenu un dialogue. Elle a généralement privilégié la pratique de la concertation à celle de la chaise vide. Mais que faire lorsque des partis politiques basent leur programme sur la haine et le mépris de la démocratie? Si ceux-ci menacent l'existence même des syndicats? Est-ce que la FTQ devrait couper les ponts avec de telles organisations?

Pour combattre les nouvelles droites, la FTQ doit se montrer, manifester et agir ! Ces groupes sont de plus en plus présents sur le terrain, comme en témoignent les nombreuses démonstrations contre les droits des personnes trans, les drag queens ou l'avortement. Les syndicats peuvent afficher leur désapprobation en participant à des contre-manifestations. [...] Des actions sont également entreprises pour contrecarrer la tenue de rassemblements ou d'événements associés à l'extrême droite, par exemple en contactant les propriétaires de salles ou de bars. Dans d'autres cas, des manifestantes et des manifestants réussissent à faire annuler des spectacles. Parfois, ce sont les travailleurs et les travailleuses du secteur de l'hôtellerie et de la restauration qui sonnent l'alarme empêchant ainsi les extrémistes de se réunir. [...] Dans chaque pays, il existe des mouvements antifascistes qui confrontent les forces d'extrême droite. Plusieurs de leurs membres font partie des syndicats et y militent, ce qui semble être également le cas au Québec.

Les conséquences de la montée de l'extrême droite seraient dramatiques pour le mouvement syndical si elle n'était pas arrêtée :

Aujourd'hui, les syndicats seraient trop wokes, c'est-à-dire qu'ils se concentreraient uniquement sur les enjeux de justice sociale et de luttes aux discriminations (racisme, sexisme, transphobie). Ces syndicats, au service de la cause woke, seraient incapables de faire des compromis, défendraient inadéquatement leurs membres et dépenseraient sans compter l'argent des

membres sur des questions qui n'ont rien à voir avec leurs préoccupations. [...] Et c'est là que des précédents comme la Loi sur la laïcité de l'État (Loi 21) sont particulièrement préoccupants.

Cela fait un peu plus de 70 ans que l'Union nationale de Maurice Duplessis a fait adopter le Bill 19 qui donnait à la Commission des relations ouvrières « le pouvoir de retirer l'accréditation syndicale à tout syndicat dont elle trouverait un membre coupable d'activités communistes ». Peut-on s'imaginer le Tribunal administratif du travail faire de même pour des syndicats considérés comme trop wokes? [...] Comme recommandé par la droite économique depuis des décennies, les nouvelles droites pourraient également être tentées d'[interdire l'utilisation des cotisations syndicales à des fins politiques](#), ce qui viendrait fragiliser les grandes organisations syndicales. [...] On viendrait également s'ingérer dans la démocratie syndicale puisque les membres ne pourraient plus prendre collectivement des décisions. [...] Dans une perspective de guerre contre le wokisme et parce que les syndicats ne représenteraient pas adéquatement les intérêts de leurs membres, les nouvelles droites demandent dorénavant de limiter ce qui peut faire l'objet de négociation.

Un dégonflement estomaquant des centrales syndicales qui sabote l'attendue lutte anti-CAQ

Force est d'admettre que ce qui était anticipé est arrivé avec la loi 14, ex projet de loi 89, qui permet au gouvernement d'intervenir pour mettre fin à des conflits de travail affectant la population et qui élargit l'éventail des services qui doivent être maintenus lors d'une grève ou d'un lock-out, et la loi 3, adoptée au printemps, qui impose de nouvelles règles de transparence, de gouvernance et de vérification des états financiers aux associations syndicales et oblige également les syndicats à tenir des votes à scrutin secret lors de l'utilisation de fonds pour contester des lois spéciales ou des décrets. En colère, la FTQ avait promis une riposte musclée allant jusqu'à la « grève sociale ». La grande manifestation syndicale-populaire de novembre 2025 regroupant 50 000 personnes au lieu de rebondir le Premier mai s'est effondrée en-deçà de 10 000 personnes sans l'ombre d'une grève malgré la réussite quelque temps auparavant de la grève du communautaire. Se pourrait-il que la racine de cet échec soit révélée par ce passage du document de la FTQ sur les « nouvelles droites » ?

Parmi les nouvelles droites, plusieurs estiment que les syndicats sont trop proches des employeurs. Cela est particulièrement frappant dans les pays qui ont une forte tradition de dialogue social ou d'implication syndicale dans l'entreprise. [...] Au Québec, il existe une forte tradition de dialogue social, en comparaison avec le reste de l'Amérique du Nord. Conséquemment, le mouvement syndical québécois pourrait être vulnérable à de telles critiques, notamment en raison de l'implication de certains syndicats dans des organismes comme la CNESST, le CCTM ou la CPMT.

À la veille du Premier mai, les quatre principales centrales syndicales ont rencontré la première ministre Christine Fréchette. [À cette occasion](#),

[I]es quatre principales centrales syndicales sont sorties satisfaites, [...] Elles ont même comparé Mme Fréchette à son prédécesseur, François Legault, en laissant entendre que les deux politiciens étaient le jour et la nuit. [...] À leur sortie, les représentants syndicaux étaient souriants. Ils ont rapporté avoir « beaucoup parlé » durant la rencontre et salué la grande « écoute » de Christine Fréchette. « C'est un autre univers, a déclaré la présidente de la CSN, Caroline Senneville. Ce n'est

pas le même ton. Beaucoup plus d'écoute. Ça a l'air banal, mais prendre le temps d'écouter l'autre, [...] ce n'est pas rien. » « Jamais, dans la rencontre d'aujourd'hui, on a senti un esprit de confrontation », a-t-elle ajouté. [...] Nous, on arrivait avec la main tendue, et puis on a eu une discussion, un dialogue. Maintenant, on attend les actions.

Les centrales attendent-elles de leur démission face à la grève sociale l'annulation des lois 14 et 3 et peut-être de la ribambelle de lois liberticides et même d'un recul vis-à-vis le projet de constitution, cette « *dérive centralisatrice et autoritaire* » dicit la Ligue des droits et libertés ? La CAQ va-t-elle réussir le tour du chapeau en enterrant les coups de Jarnac dignes des « nouvelles droites » de l'ex Premier ministre Legault puis en remontant la côte des sondages à l'encontre d'un PQ dont à cause de Trump le référendum fait peur, d'un PLQ incapable ni de réconcilier son arrogant nationalisme *canadien* avec celui identitaire québécois et ni de cacher son inhérent mépris des lois et règlements québécois, et d'un PCQ au-dessous duquel la CAQ tire le tapis ?

Un espace gauche mal comblé par les Solidaires mais un combat électoral à soutenir à tout prix

L'espace gauche de la scène politique est à être occupé par Québec solidaire bien que le PQ, malgré son net virage identitaire, prétende encore y faire des incursions. À son congrès plateforme, le parti a choisi non pas la tactique radicale Mamdani mais celle du plus petit dénominateur commun de centre gauche. Étant donné le tournant vers la droite dure de tout l'échiquier québécois, comme ailleurs dans le monde, c'est amplement suffisant pour se démarquer des autres partis de l'Assemblée nationale mais pas du tout pour mobiliser le peuple de gauche dans la rue et dans les urnes. Québec solidaire incarne certes l'indépendantisme inclusif, à condition d'oublier des tergiversations vis-à-vis les recommandations Bouchard-Taylor, l'achat de terres par « les Chinois », la neutralité au sujet du droit de chasse du peuple Anichinabé malgré la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et *last but not least*, le reniement d'un de ses députés dénonçant le relent raciste pénétrant l'Assemblée nationale. Et il incarne la justice sociale malgré sa tendance au bon-ententisme à la mode des directions syndicales jusqu'à voter avec les partis de droite pour dénoncer un geste malhabile condamnant les politiques réactionnaires de la CAQ. Il va falloir se contenter d'un tel Québec solidaire lors des prochaines élections soit la prochaine échéance du clash avec les « nouvelles droites ». À défaut de s'attendre à une percée à la Mamdani dont il ne faut pas désespérer, on doit viser au moins le maintien électoral du parti sinon une certaine avancée, au pire une meilleure performance que le PCQ au niveau du vote populaire.

Ne pas rater une occasion d'occuper la rue surtout contre guerres, génocides et discriminations

C'est là la première et urgente tâche de la gauche pour combattre la montée diffuse de l'extrême-droite du Québec. On ne peut pas bien sûr s'en contenter. Faut-il désespérer de la promise mobilisation dans la rue contre les lois de la CAQ durant la campagne électorale ? À voir. En attendant, on remarque nombre de rassemblements dont l'ampleur serait en mesure

d'affaiblir la nébuleuse néofascisante et surtout le courant de pensée qui le soutient, qu'il diffuse et qui pénètre tous les pores de la société québécoise. Par exemple, on pense cette fin de semaine-ci à Montréal à la manifestation devant le consulat israélien à l'occasion du 78^{ie} anniversaire de la Nakba, à laquelle invitait le Conseil central de la CSN du Montréal métropolitain, et à celle, le lendemain, à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, de ce temps-ci en pointe des discours haineux de l'extrême-droite, à laquelle conviait Québec solidaire. À la première nous étions quelques centaines scandant surtout en anglais contre quelques dizaines de sionistes et royalistes iraniens ([mon album de photos](#)). À la seconde se sont pointées de petites centaines de personnes ([mon album de photos](#)). Pour reprendre un slogan bien connu : Ce n'est qu'un début, continuons le combat. Demain ce sera la Journée des patriotes. Y reverrons-nous, comme l'année dernière, le rejet de la tentative d'infiltration par une groupe d'extrême-droite ?

L'indépendance mène-t-elle vers le néofascisme ou vers la société du soin et du lien ?

Stratégiquement parlant, combattre la néofascisation diffuse de la société québécoise m'apparaît lutter d'abord et avant tout, à l'encontre du nationalisme identitaire, pour un indépendantisme internationaliste c'est-à-dire pour un projet de société inclusif et anti-impérialiste. Faut-il encore convaincre que le défi de l'humanité du XXI^{ie} siècle est devenu d'empêcher à tout prix la dynamique de la terre-étuve qui nous pend au bout du nez. On en déduit qu'au contraire de s'entredéchirer sur la base de nos apparences pour les lambeaux de l'État providence ravagé par le capitalisme néolibéral et de s'entretuer entre nations sous la houlette des grandes puissances pour le contrôle des richesses naturelles à extraire en masse et des marchés à saturer par la consommation de masse, le temps est venu de s'unir pour une société du soin et du lien en décroissance matérielle. Cette vision du monde exige d'accorder la plus grande attention, au-dehors, aux mobilisations contre les génocides et les guerres, et au-dedans, aux mobilisations pour soutenir la dignité de celles et ceux qui sont différent-e-s par la couleur de leur peau, leur religion, par leur accent, par leur genre et sexe.

Mener cette lutte se concrétise de mille et une façons. En termes de lutte syndicale, il serait temps de revenir à la grande priorité d'avant l'ère des « trente glorieuses » (1945-1975) qui a piégé et noyé le peuple travailleur dans la recherche du factice bonheur clin-clan et individualiste de l'accumulation de biens matériels et des toxiques divertissements du sport professionnel et de la culture commerciale. L'importante croissance de la productivité du travail au Canada depuis la fin de la Deuxième guerre — plus de 300% — justifie une drastique baisse du temps de travail que ça soit en vacances, en congés, en baisse hebdomadaire, en retraite plus tôt. Pourquoi ne pas revendiquer la semaine de travail de 30 heures sans diminution de salaire, avec emploi compensatoire et sur la base d'un salaire minimum de 30\$ l'heure indexé au coût de la vie ? Pourquoi ne pas se libérer de la contradiction entre fin du monde et fin du mois en éliminant les deux piliers de l'endettement des ménages prolétaires que sont la propriété privée de la maison campagnarde et de l'auto solo en réclamant la construction ou l'acquisition de

25 000 logements sociaux l'an, soit la moitié de la construction annuelle de nouveaux logements, et l'établissement d'un service de transport en commun fréquent et gratuit jusqu'au moindre village d'ici 2035 en réquisitionnant la moitié des corridors des routes et rues à quatre corridors et plus ? C'est par cette lutte sans fioriture technologique et à bon marché que le peuple travailleur trouvera le temps de la politique et de la liberté vis-à-vis le capital. Il faut une telle perspective radicale pour rendre impuissante la perverse idéologie suicidaire du néofascisme dans le contexte de la grande peur vis-à-vis le réchauffement de la terre et de l'effondrement de la biodiversité.

Marc Bonhomme, 17 mai 2026

www.marcbonhomme.com ; bonmarc1@gmail.com